



Conseil de sécurité

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

New York, le 13 octobre 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur la Président,

Je remercie le Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, Monsieur Adedeji Ebo, pour son exposé. Nous avons également pris note de l'intervention de Monsieur Garland Nixon.

Cette réunion du Conseil fait suite à celle tenue en début de semaine après l'attaque meurtrière de Hroza. Une grande majorité du Conseil y avait exprimé son inquiétude quant à l'impact dévastateur de l'agression militaire russe sur la population civile en Ukraine. Nous y avons rappelé que les civils et les infrastructures civiles sont protégés par le droit international humanitaire. L'appel à mettre fin à cette agression militaire y était clairement audible.

La Russie peut y mettre un terme, à tout moment, et ainsi éliminer les risques relatifs aux livraisons d'armes dont elle s'inquiète. Nous l'appelons une fois de plus à entamer une désescalade de la situation, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien.

Monsieur le Président,

Il ne faut jamais confondre l'agresseur et l'agressé. Avec l'agression militaire contre l'Ukraine, la Russie viole des principes fondamentaux du droit international. La Suisse rejette toute tentative de justifier cet acte ou de détourner l'attention de la responsabilité de ses conséquences.

L'interdiction du recours à la force et de l'expansion territoriale par la force sont inscrites dans la Charte des Nations unies. Comme tous les Etats, l'Ukraine a le droit d'assurer sa sécurité et de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté.

Concernant les livraisons d'armes, il est crucial que les États respectent leurs obligations. Nous sommes profondément préoccupés par l'érosion de l'architecture de contrôle des armements et par le non-respect de certaines règles en la matière. Ceci concerne notamment la violation de résolutions de ce Conseil, que ce soit à travers des transferts illégaux de drones de l'Iran vers la Russie ou ceux présumés d'armes et munitions de la RPDC au même destinataire.

Monsieur le Président,

Notre sécurité commune exige une vision plus large de ce concept et nous soutenons l'appel lancé par le Secrétaire général dans son "Nouvel agenda pour la paix" qui vise à réduire le coût humain des armes, notamment en protégeant mieux les civils dans les zones peuplées de conflit. La Suisse s'inscrit en phase avec cet objectif en faisant du déminage humanitaire dans les zones civiles une priorité de son action en Ukraine. Nous sommes mobilisés pour contribuer à la reconstruction de l'Ukraine et poursuivrons également notre engagement pour le plein respect du droit international et la reddition de comptes. Et nous soutenons les efforts déployés pour parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes de la Charte des Nations unies.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr President,

I thank the Deputy to the High Representative for Disarmament Affairs, Mr Adedeji Ebo, for his presentation. We have also taken note of the intervention of Mr Garland Nixon.

This Council meeting follows on from the one held earlier this week in the wake of the deadly attack in Hroza. A large majority of the Council expressed its concern at the devastating impact of Russia's military aggression on the civilian population in Ukraine. We recalled that civilians and civilian infrastructure are protected by international humanitarian law. The call to put an end to this military aggression was clearly voiced.

Russia can put an end to it, at any time, and thus eliminate the risks associated with the arms deliveries it is concerned about. We call, once again, on it to de-escalate the situation, cease all hostilities and withdraw its troops from Ukrainian territory without delay.

Mr President,

Never confuse the aggressor with the aggrieved. Russia's military aggression against Ukraine violates fundamental principles of international law. Switzerland rejects any attempt at justification of this act or deflection of responsibility for its consequences.

The prohibition of the use of force and territorial expansion by force are enshrined in the United Nations Charter. Like all states, Ukraine has the right to ensure its security and defend its territorial integrity and sovereignty.

As far as arms deliveries are concerned, it is crucial that states respect their obligations. We are deeply concerned by the erosion of the arms control architecture and the failure to comply with certain arms control rules. This includes the violation of Council resolutions, whether through the illegal transfer of drones from Iran to Russia, or the alleged transfer of arms and munitions from the DPRK to the same recipient.

Mr President,

Our common security requires a broader vision of this concept, and we support the SecretaryGeneral's call in his "New Agenda for Peace" to reduce the human cost of weapons, in particular by providing better protection for civilians in populated areas of conflict zones. In line with this objective, Switzerland has made humanitarian demining in civilian areas a priority of its action in Ukraine. We are engaged in the reconstruction of Ukraine, and will also pursue our commitment to full respect for international law and accountability. And we support efforts to achieve a comprehensive, just and lasting peace in Ukraine, in accordance with the principles of the United Nations Charter.

I thank you.